

EDITORIAL



Par **Maxime Picard**
Secrétaire fédéral
aux Sections et à la Communication

Le Parti socialiste en campagne pour 2012

Petit à petit, les éléments de la campagne présidentielle de l'année prochaine se mettent en place. Nous avons d'abord, dans un grand élan démocratique et citoyen, sélectionné notre candidat, François Hollande. Nous avons ensuite procédé, non sans quelques difficultés, au choix de nos candidats pour donner à notre futur président une majorité parlementaire. Les équipes de campagne, nationales d'abord, et désormais locales se mettent en place en cette fin d'année.

Dès le mois de janvier, François Hollande va proposer aux Français, en lien avec le projet socialiste voté par les militants, le programme politique pour les 5 années qui viennent. Il concrétisera les grandes priorités affichées pendant les primaires citoyennes : priorité à la jeunesse, à l'éducation, réforme fiscale. François Hollande sera donc en campagne dès cet instant et il souhaite une campagne au plus près de nos concitoyens, qui ne se limite pas aux échanges médiatiques de la bulle parisienne.

François Hollande l'a dit récemment : sa force, notre force, c'est le Parti Socialiste. Pouvoir s'appuyer sur une organisation, un parti dit de masse, fort de ses militants, de l'influence de ses élus, de ses sympathisants anciens ou nouveaux et qui se sont fait connaître lors des primaires, tout cela doit être un atout face à nos concurrents. Pour que tel soit le cas, nous devons être capables de démultiplier au plus près des Français cette campagne nationale.

Il nous faut donc, avec méthode et enthousiasme, peaufiner notre organisation locale. Notre objectif est simple : chaque militant, chaque sympathisant, doit se sentir intégré dans une animation locale de la campagne des socialistes autour de François Hollande. Les sections de notre fédération sont responsables de la campagne sur leur territoire d'intervention. Quand cela s'avère nécessaire parce que les moyens manquent, parce que l'action menée est de grande envergure, les sections s'associent entre elles et se coordonnent via les animateurs de circonscription et la fédération. La fédération elle-même portera les événements extraordinaires de la campagne. Bref, c'est un parti en mouvement, fort de ses militants, de ses sympathisants, de ceux qui considèrent que notre candidat est le bon et qui nous soutiendront pour la première fois, qui permettra ce travail de conviction en tout point de notre territoire et qui fera une différence importante face à des candidats hors-sol et des partis institutionnalisés.

Nous ne voulons plus entendre que les campagnes nationales se gagnent ou se perdent dans les médias. A travers les primaires, nous avons pris le parti d'une campagne éminemment citoyenne. Eh bien la campagne présidentielle sera pour nous une campagne citoyenne. C'est la condition première de nos victoires en 2012.

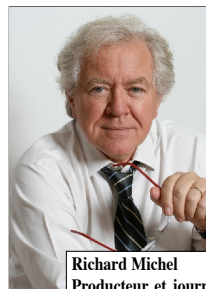
François Hollande, l'inattendu ou le parcours d'un présidentiable

Richard Michel - accueilli à Lorient le 9 décembre - a retracé, dans son livre paru début novembre, le parcours récent de François Hollande qui l'a conduit, depuis le congrès de Reims, à la victoire des primaires. Une enquête qui éclaire aussi sur les capacités de victoire du candidat socialiste aux élections présidentielles de 2012.

Comment est né le projet de votre livre sur le parcours de François Hollande ?

Ce sont les circonstances récentes qui m'ont conduit à accepter la proposition d'un éditeur. Au lendemain de l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn, les éditions L'Archipel souhaitaient publier une enquête sur François Hollande. J'ai accepté, notamment parce que j'étais convaincu - depuis longtemps déjà -, qu'il allait jouer un rôle et qu'il pouvait remporter la primaire socialiste. A l'Université de la Rochelle en 2010, j'avais cependant été marqué par le paradoxe entre le changement profond qu'il avait opéré sur lui-même, et l'énergie qui s'en dégageait, et les sondages du moment qui lui attribuaient jusqu'à seulement 1% des intentions de vote, face aux autres candidats possibles à la présidentielle. Il y avait là une contradiction apparente.

Ce que tout le monde n'a pas perçu, c'est qu'après onze ans au poste de premier secrétaire, et à la sortie d'un congrès de Reims particulièrement difficile, il a dû se mettre à travailler différemment, à penser par lui-même en se dégageant des arcanes de la rue de Solferino, en somme s'émanciper de l'ap-



Richard Michel
Producteur et journaliste (France Télévision, TF1), fondateur de iTélé (1998-2000) puis directeur de LCP - La Chaîne parlementaire (2003 - 2009). A cette dernière fonction, il organisa les débats télévisés de la primaire interne du PS en 2006 puis la couverture de la campagne présidentielle de 2007.

pareil du PS. C'était un passage obligé pour devenir candidat. Et lorsque j'ai assisté à l'annonce de sa candidature le 31 mars 2011 à Tulle, j'ai alors pensé qu'il p o u v a i t g a g n e r contre DSK, donné alors largement vainqueur par les sondages.

Vous soulignez les liens entre François Hollande et la Bretagne

et le rôle de socialistes bretons dans son ascension...

En effet, je pense que si François Hollande a réussi à rester dans le mouvement, c'est aussi parce qu'il avait de vrais amis, notamment en Bretagne, que je désigne dans le livre comme la « Terre amie ». Avec la Corrèze, c'est ici qu'il s'est parfois ressourcé et nourri des échanges avec ses amis bretons. Nous les connaissons : il y a bien sûr Jean-Yves Le Drian, avec qui il a partagé l'expérience du club Témoin à

Lorient dans les années 90, Bernard Poignant, Bruno Le Roux, le député breton du 93, le jeune député Gwendal Rouillard, Stéphane Le Foll, qui a aussi des liens dans la région...

Fort de ces soutiens, il a par la suite montré sa capacité à développer une vision stratégique, il a fait face, malgré les critiques venant de Droite, et aussi parfois de ses propres camarades. Mais il a fini par réussir à rassembler au lendemain des primaires.

A la lumière de cette enquête, quelle analyse dressez vous de la campagne présidentielle qui commence et de l'affrontement annoncé Hollande-Sarkozy ?...

La grande atout de Hollande, c'est la légitimité des primaires et des 3 millions de votants qui se sont déplacés. A lui de s'appuyer sur cette force ainsi que sur le PS, en souhaitant que ne se reproduise pas l'expérience de 2007.

En face, il y aura une UMP, connue pour être performante en terme électoral et un président sortant, à la tête de l'appareil d'Etat. Mais je

pense que François Hollande va être un candidat aussi redoutable que Nicolas Sarkozy. Et le match sera âpre, dur, au vu du niveau de la crise sociale, économique, politique que nous connaissons.

Propos recueillis par T.Gautier



Fête du Nouvel an de la Fédération

Samedi 21 janvier 2011 à partir de 19h00
au Palais de Congrès à Lorient

Invitations et inscription début janvier.

Formations militantes le samedi 21 janvier à Lorient

Avant la soirée du Nouvel an de la Fédération, le samedi 21 janvier, le Secrétariat fédéral à la Formation propose une journée de formation aux militants qui souhaitent s'y inscrire. L'une d'entre elles s'adresse en priorité aux candidats aux législatives, aux équipes de campagne et aux secrétaires de section et portera sur l'organisation des campagnes législatives. Les 2 autres s'adressent à l'ensemble des militants :

- **Psychologie politique et analyse du discours** (écrit et parlé) : second module d'une formation déjà proposée en juin 2011 portant sur la communication politique, animée par Alain Houlou

- **Campagne de terrain et porte-à-porte** : module visant à fournir les outils d'une campagne militante, axée sur le port-à-porte, animée par des militants de la Fédération et des Jeunes socialistes.

Les inscriptions peuvent se faire auprès de la Fédération. Un courrier plus détaillé sur ces formations vous sera adressé début janvier.

Le plan de formation fédéral prévoit également, sur février et mars, des soirées de formation portant sur les argumentaires de campagne.

Voeux du groupe de gauche et de Démocratie & Projets 56

Le groupe de Gauche du Conseil général et Démocratie et Projets 56 organisent la séance de vœux :

**Mardi 31 Janvier 2012
à 18h30
dans les locaux
du groupe de Gauche à Vannes**

Fermeture de la Fédération

A l'occasion des fêtes de fin d'année, le siège de la Fédération sera fermé **du mardi 20 décembre au soir et rouvrira le mardi 3 janvier.**

Véronique et Tugdual, les salariés de la Fédération, vous souhaitent de bonnes fêtes.

Campagne présidentielle

Retrouvez l'actualité de la campagne présidentielle sur :

<http://francoishollande.fr>

LEGISLATIVES 2011

Investitures Les candidats sont désignés

Au terme du processus de désignation interne pour les élections législatives de 2012, les candidats qui se présenteront avec l'investiture socialiste sont désormais connus. Le scénario adopté par le Conseil fédéral, puis les choix exprimés par les militants le 1^{er} décembre, ont été validés par la Convention nationale du 10 décembre à Paris.

**1^{ère} circonscription
Vannes**



**Claude Jahier (Vannes)
Simon Uzenat - suppléant (Vannes)**
Résultat : 18,25 % des votants

**2^{ème} circonscription
Auray**



**Nathalie Le Magueresse
(Loctmiquélic)**
Résultat : 91,8 % des votants


**3^{ème} circonscription
Pontivy**



Jean-Pierre Le Roch (Pontivy)
Résultat : 100 % des votants

Les militants étaient invités à s'exprimer, jeudi 1^{er} décembre, dans les sections du département, hormis dans la 4^{ème}, celle de Ploërmel-Questembert, réservée à Europe Ecologie / UDB, où nous soutiendrons la candidature annoncée de Paul Molac. Dans les 5 autres, les candidats sont désormais désignés et vont préparer la double campagne qui les attend : présidentielle tout d'abord, puis législative au mois de juin. Dans les 2^{ème}, 3^{ème} et 5^{ème} circonscription, les candidats ont fait le choix de reporter la désignation de leur suppléant-e.

**5^{ème} circonscription
Lorient**



Gwendal Rouillard (Lorient)
Résultat : 92,24 % des votants

**6^{ème} circonscription
Hennebont**



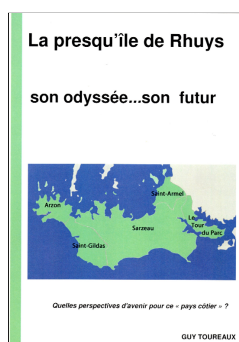
**Philippe Nogués (Inzinzac-Lochrist)
Anne Troalen - suppléante (Gourin)**
Résultat : 54,33 % des exprimés

La presqu'île de Rhuy's Perspectives pour un "pays côtier"

La presqu'île de Rhuy's est un "espace côtier" au sens donné par la Région Bretagne, lorsque celle-ci a développé le concept des "Espaces Côtiers Bretons" au travers d'une charte que nombre d'associations et de collectivités territoriales ont signée.

La connaissance d'un territoire, son histoire récente dont les dernières évolutions politiques, sa géographie, sa démographie, ses problématiques environnementales, son économie... est le premier objectif de l'étude qui sous la forme d'un livre de 170 pages vient d'être publiée.

Le canton de Sarzeau qui couvre ce territoire côtier, correspond également à la Communauté de communes de Rhuy's (CCPR), formée



de cinq communes qui, malgré leurs différences, tendent de plus en plus à s'uniformiser dans leurs caractéristiques : vieillissement de la population, déperdition des catégories jeunes, baisse importante des effectifs scolaires, économie de plus en plus résidentielle, absence d'un secteur pro-

ductif, saisonnalité d'une économie qui repose de plus en plus sur la précarité et l'emploi saisonnier, taux de chômage élevé... sans oublier les inquiétudes environnementales liées à une urbanisation jusqu'à maintenant assez désordonnée, coût élevé du niveau de vie, développement croissant des déplacements par impossibilité des "jeunes" de se loger sur place, là où sont leurs emplois... déprise très forte de l'agriculture, espaces ruraux à l'abandon, quasi dispari-

tion de la pêche côtière.

La qualité des eaux marines, par le nombre de sources diverses de pollution, est moyenne et l'absence d'une réelle prise en compte du "trait de côte", fragilisent encore et toujours plus cet espace si important et tellement surexploité.

Les territoires côtiers, et la "Charte des Espaces côtiers Bretons" le rappelle bien, ont vocation à être autre chose que cette description.

L'étude, en reprenant les préconisations établies dans la "Charte" et autres documents, a pour objectif de porter à la connaissance du plus grand nombre tous ces éléments, en introduisant un débat local tout autour du Mor Braz, car quels que soient les territoires côtiers, de Quiberon, à Piriac, en passant par Houat, Hoëdic, Belle-Ile, Camac, Dangan, Billiers... Nous avons tous les mêmes questionnements sur notre avenir.

Cette étude est disponible et en vente à 15 € auprès de guy.toureaux@wanadoo.fr

Sessions plénières de fin d'année La Gauche bretonne et morbihannaise à l'action

Les sessions plénières du Département et de la Région se sont tenues, respectivement les 6 et 7 décembre puis les 15 et 16 décembre. Elles ont porté, comme chaque fin d'année, sur les orientations budgétaires de l'année à venir.

Au Conseil général du Morbihan : "Cela fait maintenant plus de 8 mois que vous présidez cette assemblée. Et nous attendons toujours de nouvelles orientations politiques, à la hauteur des enjeux qui sont les nôtres, et des besoins de la population. C'est particulièrement le cas pour la relance économique indispensable et pour la protection des plus faibles". Hervé Pellois, président du groupe de Gauche, a annoncé la couleur de cette session d'orientations budgétaires départementale lors de son intervention de politique générale !

Il est vrai que le groupe de Gauche les attendait avec impatience : elles sont censées être le premier acte politique majeur de la présidence Goulard. Mais, force est de constater que "nous sommes passés d'un discours de « bon père de famille » (référence à l'ancienne présidence du CG), à un texte de technocrate, sec et sans saveur"(...).

"Seuls la rationalisation budgétaire et les comptes vous importent. Si une gestion saine de nos moyens est absolument indispensable, cela doit se faire à l'appui d'axes politiques clairs. Revenons donc à l'essentiel qui fonde nos mandats, le service d'intérêt général que nous devons apporter à la population : Où est votre projet départemental pour les Morbihannais ? Où sont les actions concrètes de solidarité envers les plus fragiles ? Où est l'action territoriale vers les communes et les acteurs économiques ?"

A la Région Bretagne : différents dossiers devaient être abordés les 15 et 16 décembre, parmi lesquels le lancement de l'appel à projets culture en faveur des jeunes Bretons, la relance du projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan, le projet de schéma régional éolien, la modification des statuts de l'EPCC "Ecole Supérieure Européenne d'Art de Bretagne", la contribution de la Région Bretagne au 6^{ème} forum mondial de l'eau, la charte commune d'engagement des réseaux régionaux partenaires MFP dans le cadre de la mise en œuvre du service public d'orientation en Bretagne, le renouvellement du mandat des membres du Comité consultatif régional de la recherche et du développement technologique...

Dans un autre contexte, Jean-Yves Le Drian, en sa qualité de Président de la Conférence des Régions périphériques maritimes (151 régions d'Europe), s'est exprimé sur les solutions à la crise, lundi 12 décembre à Bruxelles, en présence du Président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso : "Nous avons rappelé que les Etats ne sont pas les seuls à détenir la clef de la sortie de crise, car ce sont les innovateurs et les PME à l'échelle régionale qui recèlent le plus fort potentiel de croissance économique et préparent l'avenir. Qui mieux que les Régions peut accompagner cette reconquête de la croissance ?" Il a ainsi proposé la signature de contrats tripartites entre la Commission européenne, l'Etat et la Région, fixant notamment les domaines prioritaires pour recevoir l'aide de la prochaine génération de fonds européens...



Les Jeunes socialistes du Morbihan

Rigueur et austérité

La rigueur nous sortira-t-elle de la crise ? Faut-il couper dans les budgets de l'éducation, de la santé et de la retraite comme le prône le libéral et ex-directeur général du Fond Monétaire International Michel Camdessus ?

Au vu des résultats de ce dernier lors de son mandat de 13 ans à la tête du FMI, nous sommes en droit de nous poser quelques questions. Pour sortir les pays en développement de la crise dans les années 90 et début 2000, il a préconisé les privatisations et réductions des dépenses publiques d'éducation et de santé contre l'octroi de financement. Cette politique aggrava les crises et mena en partie l'Argentine à la faillite entre 2000 et 2002.

Bien sûr, l'Europe n'est pas l'Argentine, mais les mécanismes sont proches. Cette politique libérale d'austérité a prouvé son échec cuisant. Or cette même politique est appliquée dans notre pays. La politique économique sarkozyste se base en effet sur le "rapport Camdessus" reprenant l'antienne de la suppression des 35h, l'arrêt de l'augmentation du SMIC et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. La politique sarkozyste a depuis longtemps montré

ses limites sans empêcher le gouvernement de poursuivre sur sa lancée.

Une certaine rigueur est nécessaire passé un certain cap dans l'endettement de l'Etat et de la dette publique. Mais la rigueur, synonyme de bonne gestion, ne veut pas dire austérité. La question de la Règle d'Or est venue complexifier le jeu politique de l'équilibre budgétaire. Faut-il inscrire cette fameuse "Règle d'Or" comme loi organique ou à valeur constitutionnelle ? Les critères de Maastricht nous autorisent 3% du PIB de déficit, la France en est à plus de 8% pour le déficit public. Maastricht n'autorise pas que la dette des Etats membres dépasse les 60% de leur PIB, celle de la France plafonne déjà à 84% (1600 milliards d'€uros). La France ne devrait-elle pas respecter ses précédents engagements avant de prétendre respecter un nouveau principe constitutionnel que doit être la Règle d'Or ?

L'actualité vient se heurter à cet aspect : en effet, Merkel et Sarkozy envisage un nouveau traité européen où les Etats membres (UE à 27 ou zone euro à 17) céderaient une partie de leur souveraineté à la Commission européenne en matière de finances publiques afin que chaque Etat respecte les clauses budgétaires de la Règle d'Or. Mais cette réforme risque de mener à une limitation des budgets, notamment en matière d'éducation et de santé, au profit d'aspects purement technocratiques de réduction de la dette. Cette vision de l'Europe est bien loin de l'idée des Pères fondateurs de la Communauté européenne basée sur des fondements socio-démocrates d'entraides et de fraternité.

Notre devoir est de donner une nouvelle impulsion sociale à cette Europe en crise.

Maxime B.

Le Rappel du Morbihan - N°135 - Jeudi 15 décembre 2011

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Lundi 12 décembre - Lorient
Visite Restos Bébés du Coeur
Trophée des Sports de la Ville
Réunion "Vers la République des Territoires"

Mardi 13 décembre - Paris
Assemblée nationale
Commission de la Défense nationale
Groupe de travail "Défense 2012"

Mercredi 14 décembre - Paris
Assemblée nationale
Rencontre avec l'INSEE
Rencontre avec Thalès

Jeudi 15 décembre - Lorient/Ploemeur
Rencontre avec le service social des Armées
Visite de la BAN de Lann-Bihoué
Conseil municipal

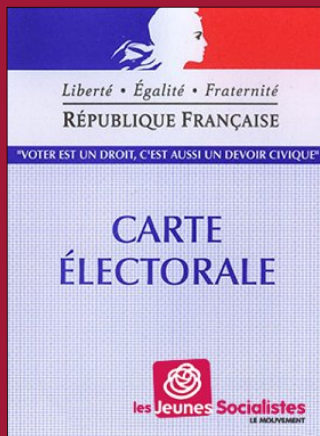
Vendredi 16 décembre - Lorient
Rencontre DCNS - Comité nautique
Rencontre association culturelle turque
Conseil de Cap l'Orient agglomération

Dimanche 18 décembre - Paris
Rencontre avec l'ambassadeur du Qatar

Lundi 19 décembre - Lorient
Accueil des nouveaux militants 2011

Mardi 20 décembre - Lorient
Assemblée nationale
Comité de campagne de François Hollande

Les Jeunes socialistes mènent campagne pour l'inscription sur les listes électorales



Election après élection nous constatons que le taux d'abstention des jeunes est de plus en plus important. Pourtant notre génération doit prendre toute sa place dans le débat public !

C'est pourquoi les Jeunes Socialistes du Morbihan vont actuellement à la rencontre des lycéennes et des lycéens pour les inciter à s'inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre 2011.

Les Jeunes Socialistes du Morbihan s'engagent pour mobiliser les voix des jeunes sur l'ensemble du territoire afin de donner à cette génération le pouvoir de décider lors des grandes échéances de 2012.

En savoir plus www.mjs56.fr

Le sauveur de la patrie

Le sauveur de la patrie a encore frappé, comme toutes les semaines, quand ce n'est pas tous les jours, avec sa complice Merkel. Sarkozy nous a présenté le n-ième plan qui doit, foi d'animal, nous faire sortir de la crise. Nous mangeons du Merksoy le matin, à midi et le soir jusqu'à l'overdose. La lutte finale pour la défense des AAA n'en finit plus et malgré tous les stratagèmes proposés, nul ne trouve grâce auprès des agences de notation qui se veulent les défenseuses pugnaces du capitalisme flamboyant.

La dernière péripétie en date avec la réforme des traités risque de ne pas suffire à contenter ces "monstres" avides du sang des pauvres peuples opprimés par l'impérite de bon nombre de leurs dirigeants et des marchés financiers qui les ont conduits dans le mur. Sarkozy et ses amis pourront dire ce qu'ils veulent et chercher à trouver des boucs émissaires, ils sont bien responsables de la gabegie actuelle en menant des politiques économiques et sociales qui n'ont fait qu'accroître la crise internationale.

Devant la catastrophe qui se dessine, c'est maintenant à la population de payer la note et en particulier les plus défavorisés. Volant de succès en succès selon le Figaro, notre tartin national patine en réalité et cède de plus en plus aux exigences de la Chancelière allemande. Il ne faudrait pas pour autant nous lancer dans un anti-germanisme primaire, car la population allemande est logée à la même enseigne que nous et il faut quand même se rappeler que Merkel est à droite comme son "ami" Sarkozy. Le processus engagé qui doit avoir l'aval des 17 pays de la zone euro est déjà bien mal parti, mais n'ayez crainte notre Président saura vous expliquer que tout va bien et qu'il n'y aura pas de troisième plan d'austérité et que la note de gaz ne va pas augmenter. Y a-t-il encore quelqu'un pour le croire ?

Nous pouvons d'avance souhaiter bon courage aux dirigeants européens qui voudraient faire entériner, par référendum, les modifications de traité souhaitées par Merkel et Sarkozy, sûr qu'ils vont obtenir un franc succès. Et dire que l'on traitait d'anti-européen les citoyens français qui avaient voté non au dernier référendum. C'étaient plutôt des gens clairvoyants.

Le Cormoran

Le temps des territoires

Samedi 3 décembre, à Lorient, au Foyer Courbet, les territoires se sont invités dans le débat des échéances politiques à venir en 2012, à l'invitation de l'association Vers la République des Territoires. Devant près de 150 personnes, réunissant des acteurs comme Olivier Sire, président de l'UBS, ou des décideurs économiques comme Jakez Bernard, président de Produit en Bretagne, Gwendal Rouillard, président de l'association, a insisté : "Les propositions que nous formulons sont à la disposition de l'ensemble des candidats à la présidentielle et des partis politiques".

Après une année d'existence, l'association se veut être un "espace politique d'expérimentation sur les territoires, l'innovation et les solidarités". La notion de politique, qui implique que l'action politique ne saurait s'abstraire d'une dimension éthique, renvoyant à François Chappé, enseignant à l'UBS, décédé en 2007, dont plusieurs disciples sont à l'origine de ce nouveau Think Tank.

labellisations et certifications des régions, travailler à la relocalisation des entreprises en recréant un dialogue entre les ministères et les régions et en créant des fonds d'investissement régionaux, souci de la maritimité - la Terre-Mer ! Liste non exhaustive qui se fonde d'abord sur ce droit à l'expérimentation affirmé en 2002, tenté en Alsace, et vite abandonné au profit d'une recentralisation rampante.

La table-ronde de l'après-midi a insisté sur les expériences des coopérations régionales des entreprises, et sur la nouvelle gouvernance indispensable qui fera des régions françaises des partenaires à part entière de l'Europe, sans passer systématiquement par le filtre de l'Etat.

En fin de journée, Gwendal Rouillard a développé l'idée d'un contrat global Etat/territoire : "Depuis 20 ans, des contrats Etat/Région ont permis de financer les collectivités locales. [...] Il faut à présent définir une nouvelle méthode, de nouveaux objectifs. Passer du financement qualitatif à une démarche qualitative, en donnant la possibilité aux acteurs en régions de porter des projets sur la jeunesse, l'emploi, l'éducation, la santé, la culture et les énergies...".



L'accueil de la journée, assuré par Gwendal Rouillard et Alain Houlou, respectivement président et secrétaire général de l'association.

Suite à deux exposés sur la notion de territoire animal par un vétérinaire et sur la trame historique et idéologique du concept de territoire, la matinée a été consacrée à trois ateliers : économie et territoires, jeunesse et territoires, identité-culture et territoires. La Bretagne n'est à chaque fois qu'un espace d'application d'une expérimentation possible qui peut se transférer partout en France. François Chappé affirmait d'ailleurs que "La Bretagne n'est la Bretagne que lorsqu'elle regarde le monde et qu'elle regarde le monde la regarder".

Une journée riche de propositions

Les propositions, issues des ateliers mais aussi de l'alchimie des groupes de travail mis en place par l'Association depuis un an, ont fusé : pouvoirs normatifs voire législatifs régionaux, faciliter les



L'atelier sur l'éducation a notamment accueilli Olivier Sire (au centre), président de l'Université de Bretagne Sud.



Les territoires : une réponse à la crise ?

La conclusion de la journée, répondant à la question « Les territoires : atouts ou menaces ? », a été des plus claires. Les territoires représentant un atout et un levier au développement, appuyé sur l'innovation la recherche et la formation. Il faut promouvoir une économie des territoires avec un soutien renforcé aux PME et TPE ; corrélés universités et territoires dans le choix des disciplines avec la même approche pour les enseignants et enseignants chercheurs ; mettre en lien réseaux, partenariats et filières (industrie, enseignement, collectivités) ; inverser la méthode en privilégiant contrats de territoire(s)/Etat aux actuels contrats de projet.

Les territoires, décidément, ne sont pas une menace mais au contraire une réponse à la crise économique et sociale que la France et l'Europe traversent. Ce sera là la thématique abordée par la prochaine réunion publique de Vers la République des Territoires, organisée en soirée à Paris à l'Assemblée nationale le 15 février 2012.

Longue vie aux territoires et surtout longue vie aux gens qui font de leur territoire l'atout de l'avenir du pays !

Alain Houlou
Secrétaire général de Vers la République des Territoires
Contact : vrtd@gmx.fr

Le Rappel

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■
Tél.: 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
Courriel : lerappel@morbihan@wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUÉVEN ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr